

PRODUITS PETROLIERS
RÉGIME D'EXONÉRATION DE TIPP POUR UN
USAGE AUTRE QUE CARBURANT OU
COMBUSTIBLE DE CHAUFFAGE

BOD n°

du :

texte n° 07-

nature du texte : DA

du :

classement : J. 420

RP : Produits pétroliers

bureau : F/2

nombre de pages :

diffusion : EXTERNE

NOR :

mots-clés : Exonération de TIPP, usage autre que carburant ou combustible de chauffage

Date d'entrée en vigueur du texte : Immédiate

Date de caducité du texte :

Références :

- article 265 bis 1 a) du code des douanes
- arrêté du 8 juin 1993 modifié
- arrêté du 9 juillet 2004
- DA n° 04-S-005 du 22 décembre 2003 : FOD utilisé autrement que carburant ou combustible de chauffage
- DA n° 04-002 du 22 décembre 2003 (BOD n° 6592 du 4 février 2004) : FOD utilisé autrement que carburant ou combustible de chauffage
- NA n° 144 du 14 janvier 1994 : régime fiscal applicable aux carburants utilisés dans le cadre d'essais
- NA n° 884 du 3 juin 1994 : produits pétroliers utilisés dans le cadre d'exercices de lutte contre l'incendie
- NA n° 141 du 28 janvier 1998 : réforme de l'Etat - Décentralisation des décisions administratives individuelles
- NA n° 255 du 11 février 1998 : réforme de l'Etat - Décentralisation des décisions administratives individuelles
- NA n° 174 du 18 janvier 2000 : suppression du régime fiscal privilégié des fractions légères sous conditions d'emploi
- NA n° 3822 du 9 octobre 2002 : plan de contrôle pour 2003 : annexe II
- NA n° 1889 du 3 décembre 2002 : rejet de produits d'essai dans les cuves en acquitté des stations-service
- NA n° 135 du 27 janvier 2003 : conséquence de l'abrogation du décret n° 70-333 du 9 avril 1970

- Textes abrogés :**
- arrêté du 26 mai 1994 modifiant l'arrêté du 8 juin 1993
 - DA n° 93-111 du 21 juin 1993 (BOD n° 5805 du 21 juin 1993)
 - DA n° 93-165 du 22 octobre 1993 (BOD n° 5831 du 22 octobre 1993) modifiant la DA n° 93-111 du 21 juin 1993 (BOD n° 5805 du 21 juin 1993)
 - DA n° 94-005 du 8 janvier 1994 (BOD n° 5853 du 8 janvier 1994) modifiant la DA n° 93-111 du 21 juin 1993 modifiée (BOD n° 5805 du 21 juin 1993 modifié)
 - NA n° 155 du 17 janvier 1994 : utilisation du crédit d'enlèvement (distributeurs)
 - NA n° 149 du 18 janvier 1994 : date d'entrée en vigueur des autorisations délivrées dans le cadre du régime autre que carburant et combustible de chauffage
 - NA n° 537 du 22 mars 1994 : régime autre que carburant et combustible de chauffage
 - NA n° 874 du 1^{er} juin 1994 : contrôle du régime d'exonération autre que carburant ou combustible de chauffage
 - NA n° 1076 du 8 juillet 1994 : exonération de TIPP pour les produits pétroliers utilisés comme liquide allume-feu pour barbecue
 - Fiche n° 8 de la NA n° 1160 du 21 juillet 1994
 - NA n° 376 du 21 février 1996 : contrôle des produits pétroliers exonérés de TIPP
 - NA n° 2330 du 6 décembre 1996 : livraison directe du fournisseur au client sans stockage
 - NA n° 443 du 2 mars 2001 : suppression de l'envoi à F/2 de la copie des autorisations
- Textes modifiés :**
- DA n° 05-009 du 7 janvier 2005 (BOD n° 6616 du 4 février 2005) : régime d'exonération de TIPP pour un usage autre que carburant ou combustible de chauffage
 - Règlement particulier "Les produits pétroliers" n° E 346 à E 368 et E 371 à E 400
 - NA n° 1348 du 10 juillet 1998 : Contrôle des régimes fiscaux et douaniers privilégiés des produits pétroliers et du gaz naturel

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance du service les modalités d'application du régime d'exonération de TIPP des produits pétroliers utilisés autrement que comme carburant ou combustible de chauffage (article 265 bis 1 a) du code des douanes), en ce qui concerne le barémage des récipiends-mesure et l'utilisation d'ingrédients permettant la fabrication « en acquitté » d'additifs pour carburants ou combustibles, voire de certaines huiles minérales.

La présente décision modifie la DA n° 05-009 du 7 janvier 2005 (BOD n° 6616 du 4 février 2005).

Signé :

Le sous-directeur des droits indirects,

Jean-Pierre Mazé

SOMMAIRE

Introduction

I – CARACTERISTIQUES DU REGIME D’EXONERATION

A- Le régime d’exonération est un régime fiscal

B- Le régime d’exonération est indépendant du régime douanier

II - CHAMP D'APPLICATION DU REGIME FISCAL

A- Les produits

1. Les produits exclus
2. Les produits admissibles

B- Les opérateurs

1. Les fournisseurs
2. Les distributeurs
3. Les utilisateurs

III – MODALITES D’APPLICATION ET OBLIGATIONS DES OPERATEURS

A- Principes généraux régissant l'application du régime fiscal privilégié

B- Les obligations des fournisseurs

C- Les obligations des distributeurs

1. Obligations générales
2. Autres prescriptions

D- Les obligations des utilisateurs

1. Obligations générales
2. Autres prescriptions

E – Dispositions relatives au barémage des cuves

IV – CAS PARTICULIERS : ARTICLES 6 ET 10 BIS DE L’ARRÊTE DU 8 JUIN 1993 MODIFIE

A- Dispositions de l’article 6

B- Cas particulier de certains produits en conditionné (article 10 bis)

1. Les produits visés par les dispositions de l'article 10 bis
2. Les produits **non visés** par les dispositions de l'article 10 bis
3. Les obligations des différents opérateurs

V – LA FABRICATION D'ADDITIFS POUR CARBURANTS ET/OU COMBUSTIBLES**VI – UTILISATEURS FABRIQUANT DES HUILES MINERALES****VII – REMBOURSEMENT DE LA TIPP INDUMENT ACQUITTEE****A- Le principe de remboursement****B- La procédure de remboursement**

1. Présentation de la demande
2. Instruction de la demande de remboursement

VIII – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

INTRODUCTION

- [1] *L'article 2 de la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre commun de taxation des produits énergétiques et de l'électricité* prévoit l'exonération des droits d'accises pour les produits énergétiques utilisés autrement que comme carburant ou combustible.

Ce principe a déjà été transposé en droit national au a) du 1 de l'article 265 bis du code des douanes sur la base de l'ancienne directive 92/81/CEE. Les modalités d'application de ce régime d'exonération ont été exposées dans l'arrêté du 8 juin 1993 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 9 juillet 2004.

- [2] Les produits pétroliers taxables repris au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes sont exonérés de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) lorsqu'ils sont utilisés autrement que comme carburant ou combustible de chauffage. Ils sont désignés ci-après par « les produits ».

Ce régime d'exonération repose sur l'identification préalable des distributeurs et des utilisateurs, sauf dérogations prévues aux articles 6 et 10 bis de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié. A défaut d'avoir été préalablement autorisés par l'administration, les distributeurs et les utilisateurs ne peuvent acquérir, détenir, utiliser et vendre les produits à des distributeurs ou des utilisateurs non autorisés. La délivrance de ces autorisations est effectuée par les directions régionales des douanes territorialement compétentes au regard des lieux de stockage ou d'utilisation.

Le régime d'exonération de TIPP pour un usage autre que carburant ou combustible de chauffage est désigné ci-après par « le régime d'exonération ».

I – CARACTERISTIQUES DU REGIME D'EXONERATION

A – Le régime d'exonération est un régime fiscal

- [3] Le régime d'exonération, précisé par l'arrêté du 8 juin 1993 modifié, ne vise que la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers. Par conséquent, les produits pétroliers admis au bénéfice de ce régime demeurent assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

- [4] Le champ d'application territorial de ce régime est le territoire métropolitain de la France. Par conséquent, les autorisations administratives délivrées dans le cadre de ce régime ne sont valables que pour les usages autorisés en France métropolitaine. Les autorisations délivrées dans les autres Etats membres de l'Union européenne pour un régime similaire ne peuvent en aucun cas trouver application en France.

Par conséquent, les produits mis à la consommation en France au titre de ce régime doivent impérativement recevoir un des usages autorisés par l'arrêté du 8 juin 1993 modifié. A défaut, les produits doivent être rétrocedés à un entrepositaire agréé afin d'être réintégrés sous régime fiscal suspensif. Dans la mesure où l'exonération de TIPP est conditionnée par l'usage « autre que carburant ou combustible de chauffage » des produits sur le territoire national, ces produits ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'expédition en exonération d'accise vers un autre Etat membre de l'Union européenne.

B. Le régime d'exonération est indépendant du régime douanier

- [5] Le régime d'exonération est totalement indépendant du régime douanier des produits concernés, les règles en matière de droits de douane restant notamment fixées par le tarif des douanes.

Il en résulte que les produits pétroliers admis au bénéfice de ce régime et importés d'un pays tiers sont, en cas de mise à la consommation, assujettis aux droits de douane fixés par le tarif des douanes ou admis en exemption de ces droits.

Dans le cas des produits pétroliers dont l'assujettissement aux droits de douane dépend de leur destination (exemption de droits de douane au cas de "traitement définis" ou de "transformations chimiques" ; application du droit de douane au cas d'autres usages), ces critères de destination sont fixés dans le tarif des douanes (chapitre 27) et déterminent le régime douanier du produit.

II - CHAMP D'APPLICATION DU REGIME FISCAL

A. Les produits

1. Les produits exclus :

[6] Les produits du tableau C de l'article 265 du code des douanes ne sont pas soumis aux obligations fixées par l'arrêté du 8 juin 1993 modifié dans la mesure où ces produits sont exonérés de TIPP sauf s'ils sont utilisés comme carburant ou combustible de chauffage.

De même, bien que figurant au tableau B de l'article 265, certains produits lubrifiants ne relèvent pas de ce régime en raison de leur usage et en l'absence d'un taux de taxe prévu.

2. Les produits admissibles :

[7] - Sont admis au bénéfice de ce régime d'exonération, les produits pétroliers taxables à la TIPP figurant au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes utilisés autrement que comme carburant ou combustible de chauffage (ex : white spirit, pétrole lampant, gazole, etc.).

Ces produits peuvent notamment être utilisés comme solvants de dégraissage, fluides hydrauliques, préparations de démoulage, déparaffinage. Ils peuvent également servir de matières premières dans la fabrication de produits chimiques ou d'autres produits (peintures, encres, engrais, produits de beauté, etc.), ou dans la *fabrication* d'huiles minérales pour lesquelles aucun taux de taxe n'est fixé (bitumes fluxés ou émulsion de bitumes, préparations lubrifiantes, vaseline, etc.) ou la transformation d'autres produits pétroliers non taxables en fonction de leur usage (ajout de colorants ou de lubrifiant).

Sous certaines conditions cumulatives, l'utilisation de produits comme ingrédients dans la fabrication d'additifs pour carburants ou combustibles, voire d'une huile minérale pour laquelle un taux de taxe est fixé, peut être autorisée (cf. § V et VI de la présente instruction).

[8] Parmi les usages exonérés, il convient de noter des produits qui sont utilisés pour un double usage, combustible et autre que calorifique :

- les produits utilisés comme combustible d'éclairage (ex : huiles minérales utilisées pour alimenter des torches de jardin ou des lampes d'éclairage),

- les produits utilisés comme allume-feu pour barbecue au motif qu'ils servent à allumer et non à chauffer. Par ailleurs, dès lors que la mention « allume-feu » figure sur les bidons, les opérateurs peuvent être dispensés de faire figurer la mention : « Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible ». En outre, compte tenu du conditionnement de ces produits, il peut être fait application de l'article 6 de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié.

- les produits utilisés dans le cadre d'exercices de lutte contre l'incendie. Ce dernier usage est réglementé selon une procédure spécifique décrite dans la NA F/2 n° 884 du 3 juin 1994.

[9] Le pétrole lampant, le gazole, et par extension le white spirit, bénéficiant du régime d'exonération prévu au a) du 1 de l'article 265 bis du code des douanes n'ont pas l'obligation d'être tracés au moyen du marqueur fiscal commun, « le Solvent Yellow 124 » (disposition prévue par la directive 95/60/CE du Conseil du 27 novembre 1995 modifiée¹).

¹ Directive 95/60/CE concernant le marquage fiscal du gazole et du pétrole lampant (JO L 291 du 6.12.1995, p. 46)

B. Les opérateurs

Le régime d'exonération distingue trois catégories d'opérateurs :

- les fournisseurs
- les distributeurs
- les utilisateurs

1) Les fournisseurs

[10] Sont considérés comme « fournisseurs » au sens du b) de l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié, les opérateurs qui mettent les produits à la consommation en suite d'importation, à la sortie d'un régime suspensif de taxes (circulation, production ou stockage) ou qui les versent directement sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés.

Lorsque les fournisseurs reçoivent les produits en suspension de taxes d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ils doivent obligatoirement disposer, préalablement à toute introduction des produits, du statut d'entrepôt agréé, d'opérateur enregistré ou d'opérateur non enregistré dans le domaine des huiles minérales

[11] Certains opérateurs peuvent être fournisseur et distributeur, ou bien fournisseur et utilisateur au sens de l'arrêté de 1993 précité (ex : un fournisseur qui met à la consommation des produits, les stocke et les utilise en exonération sera considéré comme fournisseur et utilisateur).

De la même manière, un fournisseur qui met à la consommation des produits, les stocke en exonération en vue de les vendre à des utilisateurs finals est considéré comme fournisseur et distributeur

Dans les cas exposés ci-dessus, l'opérateur devra respecter les obligations imposées aux fournisseurs des produits et les obligations mises à la charge de l'utilisateur ou du distributeur, selon le cas.

[12] Par ailleurs, il convient de noter que, sauf cas particulier prévu à l'article 6 de l'arrêté précité, il n'existe pas d'autorisation administrative délivrée dans le cadre du présent régime pour les fournisseurs. Ils n'ont pas d'autorisation à solliciter de l'administration, contrairement aux distributeurs et aux utilisateurs (sauf dérogations prévues pour ces deux catégories d'opérateurs aux articles 6 et 10 bis de l'arrêté précité).

2) Les distributeurs

[13] Sont considérés comme « distributeurs » au sens du c) de l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié, les personnes physiques ou morales autorisées par l'administration des douanes à recevoir, manipuler, stocker les produits dans leurs établissements, et à les vendre à d'autres distributeurs ou à des utilisateurs finals.

[14] Sont également considérés comme distributeur, les opérateurs qui facturent et livrent ou font livrer, sans stockage préalable dans leurs installations, les produits à leur clients utilisateurs ou à d'autres distributeurs, à partir de l'établissement du fournisseur.

[15] Tous les magasins de distribution (petites, moyennes et grandes surfaces), les grossistes, et autres magasins qui reçoivent et stockent les produits en vue d'une vente ultérieure à d'autres distributeurs ou aux utilisateurs finals doivent détenir le statut de distributeur, sauf dérogations prévues aux articles 6 et 10 bis de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié.

[16] Certains distributeurs peuvent par ailleurs être successivement considérés comme fournisseur puis distributeur (cf. : paragraphe 1) ci-dessus), ou bien distributeur et utilisateur, lorsqu'ils utilisent pour leur propre usage les produits stockés en exonération dans leur établissement ou sur leur lieu d'activité. Dans ces hypothèses, les distributeurs doivent respecter toutes les obligations imposées par l'arrêté du 8 juin 1993 modifié pour les différents opérateurs et détenir, le cas échéant, les statuts de distributeur et d'utilisateur.

[17] Les distributeurs sont par ailleurs autorisés de droit à procéder à certaines manipulations des produits stockés en exonération. Sont notamment autorisés le conditionnement ou le reconditionnement des produits, l'ajout de produits chimiques ou autres (ex : colorants, parfums, anti-moisissures, lubrifiants, etc.).

Toutefois, les opérations autorisées dans ce cadre ne doivent pas pouvoir être assimilées à une fabrication d'huiles minérales pour lesquelles un taux de taxe est fixé au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes. Une fabrication s'analyse a minima comme le changement de position tarifaire du produit.

[18] Pour pouvoir recevoir, stocker, manipuler en vue d'une revente ultérieure à des utilisateurs ou à d'autres distributeurs les produits en exonération de TIPP, tout distributeur doit être en possession d'une autorisation délivrée par l'administration des douanes préalablement à toute opération précitée. En effet, le bénéfice de ce régime d'exonération n'est pas de droit mais est subordonné à l'obtention de cette autorisation dont les effets ne peuvent en aucun cas être rétroactifs. Par conséquent, la date d'effet des exonérations ne peut être, au mieux, que la date de la réception de la demande d'autorisation par l'administration.

[19] L'autorisation de recevoir, stocker et manipuler les produits en exonération de TIPP est accordée par le directeur des douanes dans le ressort duquel se situe le ou les établissements de stockage du distributeur ou de son lieu d'activité en l'absence d'établissement de stockage, selon le modèle présenté en annexe II. Elle est valable cinq ans, renouvelable à l'initiative du distributeur, et désigne, pour chacun des établissements ou lieux d'activité, un bureau de douane de rattachement.

Il est rappelé que ces autorisations sont délivrées à des fins fiscales et ne constituent en aucune façon une autorisation de stockage et de manipulation au regard de la réglementation environnementale. Il convient par conséquent de préciser sur les autorisations délivrées que le stockage et la manipulation des produits doivent être conformes à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

[20] Les demandes d'autorisation doivent comporter les indications suivantes :

- la raison sociale du distributeur (extrait K bis de moins de trois mois), la désignation et l'adresse du lieu de réception, de stockage et de manipulation des produits ;
- la position tarifaire des produits par référence au tableau B de l'article 265 du code des douanes, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- les quantités annuelles de produits qu'il est prévu de recevoir, de stocker et de manipuler ;
- la description des moyens de stockage des produits (vrac ou conditionné, capacité des cuves, etc.) ;
- le cas échéant, la nature des manipulations envisagées ;
- les modes de distribution, les moyens de transport utilisés ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés ;
- l'indication de livraisons directes du fournisseur aux clients du distributeur dans le cas où celui-ci n'envisage pas de stockage physique dans son établissement.
- l'existence de certificat de jaugeage et de barémage, en cours de validité, pour les cuves et bacs d'une capacité supérieure à 1 500 litres ;
- en cas de manipulation des produits, taux de pertes correspondant à ces manipulations.

L'instruction des demandes peut par ailleurs donner lieu à une enquête dans les établissements ou les lieux d'activité auxquels les produits sont destinés.

[21] Dans l'hypothèse de livraisons directes depuis l'établissement du fournisseur à l'utilisateur, sans stockage chez le distributeur, l'autorisation de réception et de stockage de ce distributeur devra comporter la mention « livraison directe » inscrite à la rubrique « description des moyens de stockage des produits » dans l'autorisation administrative délivrée par la direction régionale.

Chaque décision d'autorisation est établie en un original et au moins deux copies. L'original est adressé au distributeur. Il lui appartiendra d'en établir autant de photocopies qu'il est nécessaire pour permettre à ses fournisseurs (voire à d'autres distributeurs) de déclarer au bénéfice du régime d'exonération les produits qui lui sont destinés.

[22] Si des éléments essentiels constitutifs de l'autorisation, tels que la raison sociale ou l'adresse du distributeur, la nature des produits ou des manipulations, sont susceptibles d'être modifiés au cours de la durée de validité de l'autorisation, le distributeur doit en informer la direction régionale des douanes territorialement.

compétente au minimum un mois avant la date de la modification.

L'actualisation de l'autorisation est délivrée par l'administration dans ce même délai d'un mois de façon à permettre à l'opérateur de continuer son activité, notamment auprès de son ou ses fournisseur(s).

Lors de la demande de renouvellement de l'autorisation, si aucun élément constitutif de l'autorisation précédente n'est modifié, une simple demande de l'opérateur certifiant que son activité demeure inchangée suffit pour délivrer une nouvelle autorisation sur la base des renseignements fournis lors de la demande de l'autorisation précédente.

Si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'autorisation du distributeur sont modifiés, l'opérateur fournit, en tant que de besoin, les renseignements et pièces justificatives correspondant à ces modifications, lesquelles sont indiquées dans la nouvelle autorisation.

3) Les utilisateurs

[23] A l'instar des distributeurs, le bénéfice du régime d'une exonération d'emblée de TIPP pour un usage autre que carburant ou combustible de chauffage n'est pas de droit pour les utilisateurs des produits. Par conséquent, ces opérateurs doivent impérativement être autorisés par l'administration des douanes préalablement à toute réception et utilisation des produits en exonération. Ce régime d'exonération est subordonné à l'obtention de cette autorisation dont les effets ne peuvent en aucun cas être rétroactifs. Par conséquent, la date d'effet des exonérations ne peut être, au mieux, que la date de la réception de la demande d'autorisation par l'administration.

[24] Cette autorisation, valable cinq ans et renouvelable à l'initiative de l'utilisateur, est délivrée par le directeur régional des douanes du lieu de réception et d'utilisation des produits selon le modèle présenté en annexe III. Elle désigne pour chacun des lieux d'utilisation un bureau de douanes de rattachement.

Il est rappelé que ces autorisations sont délivrées à des fins fiscales et ne constituent pas une autorisation d'emploi au regard de la réglementation environnementale. Il convient par conséquent de préciser sur les autorisations délivrées que l'usage de ce produit doit être conforme à la réglementation en vigueur en cette matière.

[25] Les demandes d'autorisation doivent comporter les indications suivantes :

- la raison sociale (extrait K bis de moins de trois mois) et l'adresse de l'utilisateur ;
- la position tarifaire des produits par référence au tableau B de l'article 265 du code des douanes, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- la nature de l'utilisation envisagée (matière première dans un processus de fabrication, solvant, dégraissant, etc.) ;
- la description du processus de fabrication, y compris le taux de perte, notamment lorsque les produits sont utilisés comme matières premières ;
- les quantités annuelles de produits qu'il est prévu d'utiliser ;
- l'indication de l'endroit où la réception et l'utilisation des produits doivent avoir lieu ;
- la description des moyens de stockage des produits (vrac ou conditionné, capacité des cuves, etc.) ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés ;
- le cas échéant, la nature des produits, des résidus ou des déchets obtenus ainsi que leur destination ;
- l'existence de certificat de jaugeage et de barémage, en cours de validité, pour les cuves et bacs d'une capacité supérieure à 1 500 litres.

Les demandes d'autorisation peuvent être complétées par les éléments que le directeur régional des douanes estime nécessaires pour leur instruction. L'instruction des demandes peut par ailleurs donner lieu à une enquête dans les établissements auxquels les produits sont destinés.

Chaque décision d'autorisation est établie en un original et au moins deux copies. L'original est adressé au bénéficiaire. Il lui appartiendra d'en établir autant de photocopies qu'il est nécessaire pour permettre à ses fournisseurs (ou distributeurs au sens du présent régime) de déclarer au bénéfice du régime d'exonération les produits qui lui sont destinés.

[26] Si des éléments essentiels constitutifs de l'autorisation, tels que la raison sociale ou l'adresse de l'utilisateur, la nature des produits ou leur utilisation, la destination des déchets éventuels, sont susceptibles d'être modifiés au cours de la durée de validité de l'autorisation, l'utilisateur doit en informer la direction régionale des douanes territorialement compétente au minimum un mois avant la date de la modification.

L'actualisation de l'autorisation est délivrée par l'administration dans ce même délai d'un mois de façon à permettre à l'opérateur de continuer son activité, notamment auprès de son ou ses distributeur(s).

Lors de la demande de renouvellement de l'autorisation, si aucun élément constitutif de l'autorisation précédente n'est modifié, une simple demande de l'opérateur certifiant que son activité demeure inchangée suffit pour délivrer une nouvelle autorisation sur la base des renseignements fournis lors de la demande de l'autorisation précédente.

Si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'autorisation de l'utilisateur sont modifiés, l'opérateur fournit, en tant que de besoin, les renseignements et pièces justificatives correspondant à ces modifications, lesquelles sont indiquées dans la nouvelle autorisation.

III – MODALITES D'APPLICATION ET OBLIGATIONS DES OPERATEURS

A. Principes généraux régissant l'application du régime fiscal privilégié

1. Le régime fiscal privilégié repose sur une exonération accordée dès l'accomplissement des formalités fiscales.

[27] L'exonération de la taxe intérieure de consommation prévue pour les produits pétroliers admis au bénéfice du régime fiscal privilégié est appliquée lors des opérations d'accomplissement des formalités fiscales par les fournisseurs.

[28] Toutefois, lorsque ces produits pétroliers ont été soumis à la taxe intérieure de consommation lors de leur mise à la consommation ou de leur versement direct sur le marché national en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés il peut être procédé à titre exceptionnel à un remboursement (à l'exclusion de la TVA) dans les conditions fixées aux § 86 et 87.

2. Cession directe des produits pétroliers des fournisseurs aux distributeurs ou aux utilisateurs.

[29] Les produits ne peuvent être cédés aux distributeurs et aux utilisateurs, autorisés à les recevoir, que par les fournisseurs :

- qui les ont mis à la consommation lors de leur sortie des entrepôts fiscaux de production (usines exercées) ou de stockage, lors de leur réception directe en suspension de taxes en provenance d'un autre état membre de la Communauté européenne ou lors de leur importation directe.

- qui les ont déclarés pour leur versement direct sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés.

3. Cession directe des produits pétroliers des distributeurs aux utilisateurs

[30] Les produits réceptionnés et stockés par les distributeurs autorisés par l'administration à effectuer cette réception et ce stockage en exonération de la taxe intérieure de consommation, ne peuvent être cédés qu'aux utilisateurs eux-mêmes autorisés à les recevoir et à les utiliser à des usages autres que carburant ou combustible.

4. Rétrocession éventuelle des produits pétroliers admis au bénéfice de régime fiscal privilégié

[31] S'il advient que des distributeurs autorisés à s'approvisionner en produits admis au bénéfice du régime fiscal privilégié ne peuvent trouver de clients autorisés, ils doivent soit les rétrocéder à un fournisseur

possédant le statut d'entrepotaire agréé pour une réintégration en entrepôt fiscal de production ou de stockage, soit les acheminer vers un autre établissement autorisé à recevoir et à stocker ces produits en vue d'une livraison ultérieure à des utilisateurs.

De même, s'il advient que les utilisateurs autorisés à utiliser les produits ne peuvent utiliser les quantités reçues aux usages prévus, ils doivent soit les rétrocéder à un fournisseur possédant le statut d'entrepotaire agréé pour une réintégration en entrepôt fiscal de production ou de stockage, soit à un distributeur autorisé à recevoir et à stocker ces produits dans un de ses établissements. Dans la mesure où ils ne possèdent pas le statut de distributeur, ils ne peuvent les céder à un autre utilisateur, même autorisé, sauf application des dispositions de l'article 10 bis de l'arrêté (Cf : ci-après).

B. Les obligations des fournisseurs

Tout fournisseur qui met à la consommation ou qui verse directement sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés les produits admis au bénéfice du présent régime, doit :

[32] a) déposer au bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales, avant toute opération de l'espèce, une copie ou photocopie de la décision d'autorisation concernant le distributeur ou l'utilisateur auquel les produits sont destinés. Si de telles opérations sont effectuées, pour un même utilisateur ou distributeur, auprès de plusieurs bureaux de douane, une photocopie de la décision d'autorisation doit être déposée auprès de chacun des bureaux. Le défaut d'accomplissement de cette formalité rend impossible le bénéfice du régime d'exonération accordé d'emblée.

Le service du bureau des douanes conserve les photocopies des différentes autorisations de l'espèce, qui lui permettent de recevoir les déclarations successives de produits pétroliers admis au régime fiscal privilégié et destinés aux distributeurs ou utilisateurs visés dans ces décisions. Il examine la date de validité des autorisations.

[33] b) indiquer, sur chaque déclaration en douane de ces produits (DAU, DSP, DAT), la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisé à les recevoir, ainsi que le lieu et l'adresse de réception et de stockage ou d'utilisation des produits, complétés par la référence à la décision d'autorisation correspondante et par l'indication du service des douanes de rattachement figurant sur cette décision.

[34] En cas de livraison directe de produits du fournisseur aux clients autorisés du distributeur, sans stockage physique dans les établissements de ce dernier, le fournisseur établit les déclarations de mise à la consommation ou de versement sur le marché intérieur conformément au paragraphe ci-dessus, en précisant toutefois l'adresse du lieu de livraison (l'utilisateur) en complément de celle de l'acquéreur (le distributeur).

[35] c) s'engager à livrer ces produits aux distributeurs ou aux utilisateurs désignés dans les déclarations ;

[36] d) tenir à la disposition du bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales un relevé mensuel des livraisons de produits, par distributeur ou par utilisateur. Ce relevé doit comporter l'espèce des produits déclarés et leur dénomination commerciale, leur quantité (en volume ou en poids selon l'assiette retenue pour leur imposition en régime normal²), la désignation des établissements destinataires des utilisateurs ou des distributeurs.

Ces relevés mensuels doivent être détenus et présentés à première réquisition du bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales ou de tout service d'enquête de l'administration des douanes. Ils sont conservés à la disposition de ces services pendant trois ans.

[37] e) faire figurer pour chaque livraison de produits aux distributeurs ou aux utilisateurs, sur les factures ou documents en tenant lieu, ainsi que sur les contrats de vente éventuels, la mention suivante : "Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 *modifié*). Interdits comme carburant ou combustible."

²A l'exception de celle du fioul lourd, l'assiette de tous les produits du tableau B de l'article 265 du code des douanes taxables à la taxe intérieure de consommation s'exprime en volume.

- [38] f) lorsque les produits sont conditionnés, apposer sur les contenants, en caractères apparents et de couleur distinctive, la mention suivante : "Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible."

C. Les obligations des distributeurs

- [39] Un distributeur ne peut recevoir, stocker ou manipuler les produits en exonération de TIPP que dans les établissements ou lieux d'activité désignés (en l'absence d'établissement de stockage) dans la décision administrative délivrée dans les conditions fixées aux paragraphes ci-dessus, pour une revente ultérieure sur le marché national à des utilisateurs finals ou à d'autres distributeurs.

1. Obligations générales :

Tout distributeur doit :

- [40] a) tenir, par établissement de stockage ou lieu d'activité, une comptabilité des produits (en volume ou en poids selon l'assiette retenue pour leur imposition en régime normal³) qui fasse apparaître, jour après jour :
- les quantités reçues (par espèce tarifaire et dénomination commerciale, et par fournisseur) ;
 - les quantités livrées à d'autres distributeurs ou aux utilisateurs finals (par espèce tarifaire et dénomination commerciale) ;
 - le cas échéant, les quantités rétrocédées à un entrepositaire agréé (par espèce tarifaire et dénomination commerciale, et par entrepositaire agréé) ;
 - les quantités en stock.

Cette comptabilité doit comprendre les documents justifiant toutes les quantités reçues, livrées ou rétrocédées, et donner lieu à un arrêté à la fin de chaque trimestre.

- [41] En cas de livraisons directes de produits depuis l'établissement du fournisseur aux clients autorisés du distributeur, sans stockage physique chez ce dernier, celui-ci doit reprendre dans sa comptabilité matières les quantités correspondant à ces livraisons directes, et les faire apparaître en tant que telles (mention « livraison directe ») aux rubriques « quantités reçues du fournisseur ou du distributeur » et « quantités livrées aux utilisateurs ou à d'autres distributeurs » sur les déclarations trimestrielles d'activité déposées auprès du bureau de douane de rattachement conformément au paragraphe b) ci-dessous.

- [42] Lorsqu'un distributeur possède plusieurs lieux de stockage ou d'activité, la tenue centralisée de la comptabilité de ses établissements et lieux d'activité est autorisée à condition que la comptabilité matières de chaque établissement ou lieu d'activité soit reprise de façon spécifique. Il n'est donc pas exigé que cette comptabilité soit établie sur le lieu même du stockage ou de l'activité autorisée. Elle doit toutefois pouvoir être rapidement consultée ou mise à la disposition des services douaniers lors de tout contrôle de régularité.

- [43] Lorsque les produits sont vendus au volume, il n'est pas exigé qu'il soit fait référence dans la comptabilité au volume à 15°C. Les distributeurs conservent néanmoins la possibilité de tenir une comptabilité matières à 15°C pour obtenir une plus grande rigueur comptable et faciliter l'explication des éventuels déficits.

- [44] b) adresser, avant le 10 du mois suivant la fin d'un trimestre, au bureau de douanes de rattachement de chaque lieu d'activité ou de chaque établissement de stockage, une déclaration d'activité (selon le modèle repris en annexe IV) relative aux opérations du trimestre précédent, indiquant, par produit (espèce tarifaire) :

- les quantités reçues durant le trimestre par fournisseur ou par distributeur ;
- les quantités livrées aux utilisateurs finals ou à d'autres distributeurs durant le trimestre ;
- les quantités rétrocédées au cours du trimestre ;
- la situation du stock comptable en fin de trimestre.

³A l'exception de celle du fioul lourd, l'assiette de tous les produits du tableau B de l'article 265 du code des douanes taxables à la taxe intérieure de consommation s'exprime en volume.

[45] Les factures ou bons de livraison des fournisseurs n'ont pas à être systématiquement joints à la déclaration trimestrielle d'activité; ils doivent toutefois être tenus à la disposition de l'administration afin de justifier les quantités de produits reçues dans l'établissement.

[46] c) établir, pour chaque vente ou livraison de produits, une facture ou document en tenant lieu, précisant la nature et la quantité du produit livré, la date de vente ou de livraison ainsi que la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisés à recevoir le produit, complétées par la référence à la décision d'autorisation correspondante ;

[47] d) faire figurer sur ces factures et documents ainsi que sur les contrats de vente éventuels, la mention suivante : "Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible" ;

[48] e) apposer sur les contenants des produits, en caractères apparents et de couleur distinctive, la mention suivante : "Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible."

[49] f) utiliser dans son établissement pour le stockage des produits en exonération, des bacs, citernes ou réservoirs jaugés et munis de leur barème de jauge lorsque leur capacité est supérieure à 1.500 litres. Il n'est pas exigé que le barèmage ait été effectué par le service des instruments de mesure ou un organisme agréé. Le barème de jauge existant (généralement fourni par le constructeur) doit néanmoins permettre un mesurage correct des produits.

[50] Le stockage en conditionné (fûts, bidons et emballages analogues) de produits pétroliers reçus au bénéfice du régime d'exonération doit faire l'objet d'un entreposage spécifique au sein de l'établissement.

Les produits reçus au bénéfice du régime d'exonération ne peuvent être stockés en mélange avec des produits similaires non admis au bénéfice de ce régime (ex : White spirit ou pétrole lampant à usage combustible, FOD, gazole, supercarburant).

[51] g) donner aux produits les destinations autorisées dans le cadre du présent régime, c'est-à-dire les vendre ou les rétrocéder à un distributeur autorisé ou les vendre à un utilisateur autorisé. A défaut, le distributeur doit obligatoirement rétrocéder ces produits à un entrepositaire agréé (généralement son fournisseur) en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif. On entend par rétrocession, le fait de sortir les produits du présent régime d'exonération lorsque ces produits ne peuvent recevoir les destinations autorisées par l'arrêté du 8 juin 1993 modifié.

[52] h) informer le bureau de rattachement de la fermeture de l'établissement concerné, de la cessation de l'activité de distribution pour un usage exonéré de cet établissement ou du lieu d'activité, ou des modifications apportées à ses installations de stockage et, d'une manière générale, à l'agencement des appareils et installations de l'établissement servant à la réception, au stockage, à la manipulation et à la distribution de ces produits.

[53] En cas de fermeture d'un établissement ou de cessation d'activité, le distributeur doit en informer l'administration au moins un mois avant la date de l'événement. Il doit donner aux produits pétroliers en stock, dans le délai prescrit par le service des douanes, l'une des destinations autorisées par le présent régime et précisées ci-dessus.

2. Autres prescriptions

a) Taux de perte

[54] Un taux de perte peut être fixé dans l'autorisation du distributeur, notamment en cas de manipulation des produits. Dans ce cas, l'opérateur doit fournir tous justificatifs utiles pour la détermination du taux de perte qui sera retenu par la direction régionale compétente.

b) Détention de produits à usage taxable (combustible ou carburant)

[55] Outre la détention et la distribution de carburants en acquitté, les distributeurs peuvent également détenir et vendre du combustible liquide pour poêles mobiles de chauffage, du pétrole lampant ou du white

spirit à usage combustible. Dans ce dernier cas, ces produits à usage combustible ne peuvent en aucune façon être mélangés au pétrole lampant ou au white spirit à usage exonéré.

[56] En effet, les produits à usage combustible sont obligatoirement tracés au moyen du traceur européen (solvent yellow 124) conformément à l'arrêté du 18 juillet 2002 (DA n° 02-064 du 2 août 2002 parue au BOD n°6560 du 26 août 2002). Il résulte de ces dispositions que les distributeurs ne peuvent en aucun cas vendre les produits initialement déclarés à un usage exonéré à un utilisateur non autorisé, même en acquittant la TIPP correspondant à l'usage combustible.

De même, dans la mesure où le traceur européen doit obligatoirement être incorporé sous régime fiscal suspensif, c'est-à-dire en entrepôt fiscal de production ou de stockage, un distributeur ne peut procéder dans ses installations au traçage des produits précités. Si ce distributeur possède par ailleurs le statut d'entrepôt agréé, il ne peut effectuer ce traçage qu'au sein d'un entrepôt fiscal.

[57] c) Par ailleurs, la vente de produits relevant du présent régime au moyen d'appareils automatiques de distribution est strictement interdite.

d) Traitement des déchets résultant des manipulations ou du stockage des produits

[58] Des déchets peuvent résulter des opérations de manipulation ou de stockage des produits.

Dans cette hypothèse, le distributeur, en tant que « producteur » des déchets, doit établir, en plus du bordereau de suivi des déchets industriels (BSDI), une déclaration fiscale d'accompagnement des déchets (DFA) lors du transfert de ces produits vers leur lieu de traitement ou d'élimination. Il remplit la case A de la DFA et conserve dans sa comptabilité l'exemplaire n°1. Ce document est établi sous la responsabilité du producteur. Le transporteur-collecteur sert la case B de la DFA et conserve l'exemplaire n° 2. Lorsque le producteur des déchets est également le transporteur, il remplit les cases A et B. Les feuillets n° 3, 4, 5 et 6 accompagnent les déchets lors de leur transport. Le destinataire remplit la case D et retourne au producteur l'exemplaire n° 3 annoté que celui-ci devra conserver dans sa comptabilité (cf. : Règlement particulier de février 1998 - Les produits pétroliers – Chapitre VIII, Section 8 : le régime fiscal des déchets et résidus d'hydrocarbures, Annexe II bis).

[59] Dans la mesure où les produits générateurs de ces déchets ont été exonérés de TIPP, la combustion des déchets est taxable au taux de TIPP correspondant au produit énergétique équivalent, sauf incinération dans un four classé à la rubrique 167 C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, incinération qui emporte exonération de TIPP. Il convient toutefois de préciser que, sauf autorisation spéciale de la DRIRE territorialement compétente, la seule destination autorisée pour ces déchets d'huiles est l'incinération dans un établissement classé à la rubrique 167 C.

D. Les obligations des utilisateurs

Tout utilisateur des produits ne peut les recevoir et les utiliser que dans l'établissement désigné dans la décision administrative d'autorisation.

1. Obligations générales

Tout utilisateur doit :

[60] a) utiliser les produits ou leur donner une destination autorisée dans le cadre du présent régime, c'est-à-dire revendre ces produits à son fournisseur ou distributeur, ou les vendre à un distributeur autorisé. A défaut, l'utilisateur doit obligatoirement rétrocéder ces produits à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous régime fiscal suspensif.

[61] b) justifier l'emploi des quantités reçues et notamment tenir les éléments de comptabilité matières qui fassent apparaître de façon hebdomadaire et par espèce de produit :

- le stock initial ;
- les quantités reçues ;

- les quantités utilisées en tant que matières premières ;
- les quantités utilisés à d'autres fins que la fabrication (dégraissage, nettoyage, etc.) ;
- les quantités éventuellement rétrocédées ainsi que les coordonnées du repreneur ;
- le stock final.

Ces éléments de comptabilité ne sont pas assujettis à une forme particulière, mais doivent s'appuyer sur des fiches de fabrication, carnets d'emploi et autres pièces justificatives.

[62] Lorsque les produits sont vendus au volume, il n'est pas exigé que la comptabilité matières soit tenue à 15°C. Les utilisateurs conservent néanmoins la possibilité de tenir une comptabilité matières à 15°C pour obtenir une plus grande rigueur comptable et faciliter l'explication d'éventuels manquants par rapport à l'utilisation des produits.

[63] c) conserver durant trois ans les documents, notamment les factures, relatifs aux quantités des produits reçus ou éventuellement vendus ou rétrocédés ;

[64] d) tenir informée l'administration de l'ouverture ou de la fermeture d'un établissement de réception et d'utilisation des produits exonérés.

En cas de fermeture de l'établissement ou de cessation de l'activité relevant du présent régime, l'utilisateur doit en informer l'administration au moins un mois avant la date de l'événement. Il doit donner aux produits en stock, dans le délai prescrit par le service des douanes, l'une des destinations énoncées au a) ci-dessus.

[65] e) se soumettre à toute autre obligation justifiée par les nécessités du contrôle de la destination des produits qui lui serait imposée par la décision l'autorisant à recevoir et à utiliser ces produits.

[66] f) utiliser dans son établissement de stockage pour l'entreposage des produits en exonération, des bacs, citernes ou réservoirs jaugés et munis de leur barème de jauge lorsque leur capacité est supérieure à 1.500 litres. Il n'est pas exigé que le barèmage ait été effectué par le service des instruments de mesure ou un organisme agréé. Le barème de jauge existant (généralement fourni par le constructeur) doit néanmoins permettre un mesurage correct des produits.

[67] Le stockage en conditionné (fûts, bidons et emballages analogues) de produits pétroliers reçus au bénéfice du régime d'exonération doit faire l'objet d'un entreposage spécifique au sein de l'établissement.

Les produits reçus au bénéfice du régime d'exonération ne peuvent être stockés en mélange avec des produits similaires non admis au bénéfice de ce régime (ex : White spirit ou pétrole lampant à usage combustible, FOD, gazole, supercarburant).

2. Autres prescriptions

a) Taux de perte

[68] Un taux de perte peut être fixé dans l'autorisation de l'utilisateur, notamment en cas d'usage matières premières. Dans ce cas, l'utilisateur doit fournir tous justificatifs utiles (fiche de fabrication notamment) pour permettre à la direction régionale compétente de fixer un taux de perte, éventuellement par produit et par type d'utilisation.

b) Traitement des produits et des déchets obtenus après utilisation des produits

[69] Il peut résulter de l'utilisation des produits l'obtention, soit d'huiles minérales (selon les critères de classification du tarif des douanes), soit de déchets d'huiles. Dans tous les cas, dans la mesure où le produit générateur utilisé était exonéré de TIPP, l'utilisation des produits ainsi obtenus à la carburation ou à la combustion est taxable.

[70] - Les produits résiduels sont des huiles minérales :

Si les produits résiduels sont des huiles minérales figurant au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes, ils peuvent être :

- soit réutilisés en exonération de TIPP sous le couvert de l'autorisation délivrée à l'utilisateur ;

- soit soumis à taxation selon leur usage, sous réserve que ces huiles minérales possèdent les normes douanières, fiscales et administratives leur permettant un usage carburant ou combustible. Si tel n'est pas le cas, elles doivent être spécifiquement autorisées par la DRIRE compétente à être utilisées comme combustible.

- soit rétrocédés à un entrepositaire agréé afin d'être réintégrés sous sujétion douanière (entrepôt fiscal de stockage, de production ou de valorisation). Les déclarations d'entrée dans ces établissements sous régime fiscal suspensif doivent préciser qu'il s'agit de produits repris à un utilisateur bénéficiant du régime d'exonération. Elles doivent par ailleurs mentionner :

- le nom et l'adresse de l'utilisateur et de l'établissement d'où ces produits proviennent ;
- la référence à la décision d'autorisation concernant l'utilisateur et cet établissement ;
- le nom du bureau de douane de rattachement figurant dans cette décision.

Cette déclaration est accompagnée d'un exemplaire supplémentaire destiné à être adressé par le bureau contrôlant l'entrepôt fiscal de stockage, de production ou de valorisation, au bureau de rattachement de l'utilisateur qui a rétrocédé les produits.

- soit exportés vers un pays tiers à l'Union européenne. Les formalités d'exportation doivent être effectuées au bureau de douane de rattachement, sauf décision du receveur de ce bureau autorisant l'utilisateur à procéder aux formalités d'exportation dans un autre bureau de douane.

[71] - Les produits résiduels sont des déchets d'huiles (selon les critères de classification du tarif des douanes) :

Si les produits résiduels sont des déchets d'huiles, l'utilisateur, en tant que « producteur » de ces déchets, doit établir, en plus du bordereau de suivi des déchets industriels (BSDI), une déclaration fiscale d'accompagnement des déchets (DFA) lors du transfert de ces produits vers leur lieu de traitement ou d'élimination. Il remplit la case A de la DFA et conserve dans sa comptabilité l'exemplaire n°1. Ce document est établi sous la responsabilité du producteur. Le transporteur-collecteur sert la case B de la DFA et conserve l'exemplaire n° 2. Lorsque le producteur des déchets est également le transporteur, il remplit les cases A et B. Les feuillets n° 3, 4, 5 et 6 accompagnent les déchets lors de leur transport. Le destinataire remplit la case D et retourne au producteur l'exemplaire n° 3 annoté, que celui-ci devra conserver dans sa comptabilité (Cf. : Règlement particulier de février 1998 - Les produits pétroliers – Chapitre VIII, Section 8 : le régime fiscal des déchets et résidus d'hydrocarbures, Annexe II bis).

[72] Dans la mesure où les produits générateurs de ces déchets ont été exonérés de TIPP, la combustion des déchets est taxable au taux de TIPP correspondant au produit énergétique équivalent, sauf incinération dans un four classé à la rubrique 167 C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, incinération qui emporte exonération de TIPP. Il convient toutefois de préciser que, sauf autorisation spéciale d'une DRIRE, la seule destination autorisée pour ces déchets d'huiles est l'incinération dans un établissement classé à la rubrique 167 C.

[72 bis]

E – Dispositions relatives au barémage des cuves

Conformément à l'article 11 de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié, les établissements dont les capacités de stockage sont supérieures à 1500 litres sont soumis aux obligations métrologiques définies ci-après :

1- barème DRIRE (ou organisme de jaugeage agréé, « OJA »), associé à la tenue d'une comptabilité-matières à 15°C pour des cuves contenant du gazole et des essences aux normes douanières, fiscales et administratives, et dont la capacité est supérieure à 30m³ ;

2- barème constructeur d'une durée inférieure à 30 ans ou, à défaut, barème dit "simplifié", associé à la tenue d'une comptabilité-matières à température ambiante pour des cuves :

a) contenant du gazole et des essences aux normes douanières, fiscales et administratives, et inférieures ou égales à 30m³ ;

b) contenant toute huile minérale taxable inscrite au tableau B de l'article 265 du code des douanes autre que du gazole et des essences, quelle que soit la capacité de ces cuves.

La procédure de barémage dit "simplifié", est effectuée par un OJA (dont la liste est disponible sur le site internet www.drire.gouv.fr) selon les modalités suivantes :

- dispense d'approbation préalable des plans des réservoirs par le Laboratoire national d'essais (LNE), et d'examen technico-administratif ;
- aménagement d'un puits de jauge ou d'un orifice de pige d'un diamètre minimum de 60 millimètres, permettant un mesurage manuel effectué par les services des douanes, sans qu'il soit nécessaire de créer un système de repérage interne (tube de référence). Cet orifice de pige est placé au centre de gravité du réservoir. Il est aménagé autant d'orifices de pige que de compartiments présents au sein du réservoir de stockage ;
- installation d'un guide de jaugeage et d'une plaque de touche. S'agissant des réservoirs verticaux, le guide de jaugeage peut être remplacé par un entonnoir solidaire de la plaque de touche ;
- utilisation d'une règle millimétrée ou d'un "sabre" au moyen duquel est effectué le mesurage des niveaux ;
- établissement d'une table de conversion qui associe pour toute hauteur, mesurée tous les millimètres, un volume exprimé en litres ;
- délivrance par l'OJA d'un certificat de barémage comportant un descriptif de la capacité de stockage, la méthode de barémage utilisée, la hauteur totale témoin du bac, le nombre de compartiments le cas échéant, la validité décennale du certificat, la référence de la certification de l'OJA délivrée par la DIRE, le cachet ainsi que la signature manuscrite du technicien de l'OJA, la date de délivrance du certificat, et en annexe la table de conversion susmentionnée ;
- apposition par l'OJA, sur le réservoir de stockage, d'une plaque de jauge portant son poinçon et mentionnant la hauteur totale témoin ainsi que la référence au certificat de barème de jauge délivré.

En raison d'une inclinaison trop importante du réservoir, de son instabilité, de sa déformation ou de l'aspect général des fonds incompatibles avec les règles métrologiques précitées, l'OJA peut refuser d'effectuer un barémage dit "simplifié".

Par ailleurs, les volumes fournis par les systèmes de mesurage automatiques internes ayant fait l'objet d'un agrément par le bureau F2 de l'administration centrale des douanes et droits indirects, pourront être considérés comme valides par les services des douanes à l'occasion de leurs contrôles dans ces dépôts.

IV - CAS PARTICULIERS : ARTICLES 6 ET 10 BIS DE L'ARRÊTÉ DU 8 JUIN 1993 MODIFIÉ

A- Dispositions de l'article 6

[73]

Les fournisseurs peuvent être autorisés, par la direction régionale des douanes territorialement compétente, à mettre à la consommation ou à verser sur le marché intérieur en exonération de TIPP, sans effectuer les formalités reprises au B du III ci-dessus, certains produits qui, notamment, de par leur usage spécifique (ex : répulsifs pour animaux), leur conditionnement (ex : ampoules ou flacons de quelques millilitres) et leurs caractéristiques techniques, ne sont pas susceptibles de pouvoir être utilisés comme carburant ou combustible de chauffage.

Ces autorisations doivent toutefois demeurer l'exception compte tenu du risque fiscal encouru par l'usage de certains produits. Les directions régionales ont la possibilité, en cas de besoin, de recourir aux services d'un laboratoire des douanes afin de vérifier, notamment, l'exactitude des éléments d'information mentionnées à l'appui des demandes d'autorisation (Par exemple : vérification qu'il s'agit d'un produit dont le point éclair est tel qu'il ne peut pas être utilisé comme combustible).

[74]

Ces demandes d'autorisation doivent comporter :

- la raison sociale (extrait K bis de moins de trois mois) et l'adresse du fournisseur ;
- l'espèce tarifaire et les quantités du produit concerné ;
- tous les éléments techniques, chimiques et autres, nécessaires à l'obtention de l'autorisation ;

- le cas échéant, un échantillon pour analyse par le laboratoire des douanes compétente ;
- les coordonnées du ou des distributeurs, voire des utilisateurs auxquels ces produits seront vendus ;
- l'indication du marché auquel ces produits sont destinés.

[75] Ces autorisations, valables cinq ans et renouvelables à l'initiative du fournisseur, sont délivrées par la direction régionale dans le ressort de laquelle se situe le siège social du fournisseur.

[76] Lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié, les distributeurs et les utilisateurs de ces produits ne sont soumis à aucune des obligations prévues aux articles 7, 8, 9 10 et 11 de l'arrêté précité. Les « fournisseurs de l'article 6 » sont quant à eux dispensés des obligations fixées aux a), b) c) et f) de l'article 4 de l'arrêté précité. Ils restent toutefois tenus d'établir un relevé mensuel tel que prévu au d) de l'article 4 précité ainsi que de faire figurer la mention : « Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible » pour chaque livraison de produits aux distributeurs ou aux utilisateurs, sur les factures ou documents en tenant lieu, ainsi que sur les contrats de vente éventuels (cf. : article 4 e) de l'arrêté précité).

Les fournisseurs, bénéficiant de l'autorisation délivrée dans le cadre de l'article 6 sont tenus d'informer l'administration de toute modification des éléments constitutifs de cette autorisation.

B - Cas particulier de certains produits en conditionné (article 10 bis)

[77] L'article 10 bis de l'arrêté précité prévoit des obligations allégées pour les différents opérateurs amenés à fournir, stocker, distribuer et utiliser certains produits conditionnés.

1. Les produits visés par les dispositions de l'article 10 bis susvisé :

- le **white spirit** de la position 2710 11 21 présenté dans des contenants d'une capacité **maximale de deux cent cinquante litres**;

- le pétrole lampant de la position 2710 19 25 présenté dans des contenants d'une capacité maximale de cinq litres ;

- les **autres produits** repris au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes présentés dans des contenants d'une capacité **maximale de deux litres**, à l'**exception** des **supercarburants**, du **gazole** et du **fioul domestique**.

2. Les produits **non visés** par les dispositions de l'article 10 bis sont les suivants :

- les supercarburants des positions 2710 11 41, 2710 11 45, et 2710 11 49 (vrac ou conditionné) ;
- le gazole et le fioul domestique des positions 2710 19 41, 2710 19 45 et 2710 19 49 (vrac ou conditionné) ;
- le white spirit de la position 2710 11 21 livré en vrac ou présenté dans des contenants de plus de deux cent cinquante litres ;
- le pétrole lampant de la position 2710 19 25 présenté dans des capacités supérieures à cinq litres ;
- les autres produits du tableau B précité livrés en vrac ou présentés dans des contenants de plus de deux litres ;

Pour les produits ci-dessus, les dispositions de l'article 10 bis ne s'appliquent ni aux fournisseurs, ni aux distributeurs ou utilisateurs.

3. Les obligations des différents opérateurs

[78] a) Les fournisseurs qui mettent à la consommation ou qui versent directement sur le marché intérieur en suite de circulation en droits acquittés les produits repris au 1) ci-dessus sont dispensés des obligations suivantes :

- déposer au bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales, la copie ou photocopie de l'autorisation du distributeur ou de l'utilisateur destinataire des produits ;
- indiquer sur chaque déclaration en douane les références du distributeur ou de l'utilisateur destinataire des produits ainsi que le lieu et l'adresse de réception, de stockage ou d'utilisation de ces produits.

[79] En revanche, ils sont tenus d'établir un relevé mensuel des produits tenu à la disposition de l'administration (Cf. : d) de l'article 4 de l'arrêté précité) et de faire figurer la mention : « Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié – interdits comme carburant ou combustible) » sur les factures et autres documents ainsi que sur les contenants des produits.

[80] b) Les distributeurs des produits repris au 1) ci-dessus n'ont pas l'obligation d'être autorisés par l'administration pour recevoir, stocker, manipuler et distribuer ces produits conditionnés en exonération de TIPP.

Ils sont par conséquent dispensés d'établir la déclaration trimestrielle d'activité, de faire figurer sur les documents, factures et autres documents équivalents, la mention : « Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible », et d'établir une facture ou tout autre document en tenant lieu précisant des éléments d'information relative aux produits vendus ainsi qu'aux acheteurs, qu'ils soient distributeurs ou utilisateurs (Cf. : article 8 c) de l'arrêté précité).

[81] Ils sont en revanche soumis aux obligations suivantes :

- tenir une comptabilité matières de ces produits ;
- donner une destination autorisée aux produits ou, à défaut, rétrocéder ces produits à un entrepositaire agréé ;
- apposer sur les contenants des produits, si ce n'est déjà fait, la mention suivante : « Attention – Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible ».

[82] S'agissant du white spirit, si un distributeur stocke en vrac ce produit après l'avoir reçu en conditionné de 250 litres au plus, il doit être autorisé par l'administration à détenir et, a fortiori, à distribuer ce produit en vrac.

Dans ce cas, l'autorisation délivrée a pour but d'identifier cet opérateur, mais n'est pas requise pour le seul white spirit reçu en conditionné, lors de la mise à la consommation de ce produit.

S'il livre par la suite le white spirit en vrac, le distributeur est soumis aux obligations de droit commun, telles qu'elles sont exposées au § C du III.

[83] c) Les utilisateurs des produits repris au 1) ci-dessus n'ont pas l'obligation d'être autorisés par l'administration à recevoir et utiliser ces produits en exonération. Ils doivent toutefois donner à ces produits la destination autorisée (revente à un autre utilisateur ou à un distributeur). A défaut, ces produits doivent être impérativement rétrocédés à un entrepositaire agréé en vue de les réintégrer sous un régime fiscal suspensif .

[84] S'agissant du white spirit, si un utilisateur stocke en vrac ce produit après l'avoir reçu en conditionné de 250 litres au plus, il doit être autorisé par l'administration à détenir ce produit en vrac. Dans ce cas, l'autorisation délivrée a pour but d'identifier cet opérateur et n'a pas à être fournie au fournisseur et/ou au distributeur de white spirit en conditionné dans des contenants d'une capacité maximale de 250 litres.

A l'exception des utilisateurs de white spirit présenté dans des contenants d'une capacité de vingt litres et plus, lesquels sont soumis à l'obligation de conserver pendant trois ans les factures relatives à ces produits, les utilisateurs des autres produits visés à l'article 10 bis sont dispensés de toute autre obligation.

[84 bis]

V – LA FABRICATION D'ADDITIFS POUR CARBURANTS ET/OU COMBUSTIBLES

Les opérateurs procédant à la fabrication d'additifs pour carburants et/ou combustibles peuvent bénéficier du régime d'exonération en ce qui concerne l'achat des matières premières destinées à la fabrication des produits finis. Toutefois, les additifs pour carburants sont taxables par destination au taux du carburant dans lequel ils sont destinés à être incorporés (tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes), alors même qu'ils n'ont pas l'obligation d'être fabriqués sous régime fiscal suspensif. De même, les additifs pour combustibles, à condition qu'ils constituent des hydrocarbures, sont soumis aux mêmes règles de fabrication et de taxation.

Dans la mesure où la TIPP est systématiquement exigible dès l'obtention des produits finis, les obligations d'un fabricant d'additifs en acquitté sont celles de tout utilisateur autorisé, complétées des dispositions suivantes :

a) La comptabilité matières doit être tenue au quotidien, c'est-à-dire en retraçant chaque jour les sorties d'additifs (nationales, intracommunautaires et tierces) et le stock comptable en résultant ;

b) Dans l'éventualité où un opérateur utilise les produits exonérés à un usage autre que de matières premières pour la fabrication d'additifs taxables, il doit tenir deux comptabilités matières distinctes ;

c) Tout additif destiné à être incorporé dans un carburant ou un combustible est taxable à la TIPP correspondante dès sa sortie de l'établissement, avant sa livraison aux clients résidant en France métropolitaine. Dans la mesure où les additifs ne sont pas soumis à l'obligation de circuler sous document d'accompagnement, l'opérateur autorisé doit faire apparaître dans sa comptabilité matières chaque expédition et exportation d'additifs ;

d) L'utilisateur autorisé doit signer avec la recette régionale des douanes dont il dépend territorialement une convention prévoyant notamment le versement de l'accise selon une périodicité donnée, les modalités de la communication de la comptabilité matières et, le cas échéant, la mise en place d'un crédit d'enlèvement et d'une caution ;

e) Dans l'éventualité où les additifs sont stockés chez un tiers avant leur exportation ou leur expédition, l'opérateur responsable de ce stockage doit mettre en place, auprès du receveur des douanes dont il dépend territorialement, une convention permettant de déclarer les mouvements de l'espèce au nom du fabricant d'additifs.

[84 ter]

VI – LES UTILISATEURS FABRIQUANT DES HUILES MINÉRALES

La fabrication d'huiles minérales doit s'effectuer sous régime fiscal suspensif conformément aux dispositions de l'article 163 du code des douanes. La fabrication s'entend à minima comme l'obtention d'une huile minérale dont la position tarifaire (à 10 chiffres) est différente du ou des ingrédients mis en œuvre.

Toutefois, certains utilisateurs autorisés peuvent, au terme d'un procédé de fabrication non répertorié au chapitre 27 du tarif des douanes (par exemple par mélange ou assimilé), obtenir des huiles minérales à partir de divers ingrédients.

Le fabricant de ce produit peut solliciter le statut d'utilisateur dans le cadre du présent régime sous réserve que les conditions ci-après soient cumulativement réunies :

- 1) l'huile minérale est obtenue selon un procédé autre que ceux repris au chapitre 27 du tarif des douanes ;
- 2) l'huile minérale est exclusivement destinée à un usage exonéré, c'est-à-dire autre que comme carburant ou combustible de chauffage ;
- 3) les caractéristiques et/ou le prix de vente et/ou le conditionnement de l'huile minérale excluent tout usage carburant ou combustible.

Les demandes de l'espèce, dérogatoires par définition, doivent être systématiquement soumises à l'administration centrale des Douanes et Droits Indirects (bureau F2) qui statue sur leur bien fondé et détermine les conditions de fonctionnement de l'établissement de l'utilisateur.

VII – REMBOURSEMENT DE LA TIPP INDUMENT ACQUITTEE

A. Le principe de remboursement

[85] Il peut arriver que, par omission ou par erreur, des produits pétroliers admissibles au bénéfice du régime d'exonération de TIPP en vertu de décisions autorisant les destinataires (utilisateurs ou distributeurs) à les recevoir au bénéfice de ce régime soient déclarés pour la consommation ou pour leur versement sur le marché intérieur, sans précision quant à leur destination privilégiée et qu'ils soient, de ce fait, soumis à la TIPP.

La TIPP - à l'exclusion de tout autre droit et taxe - pourra être restituée par la voie de certificat d'exonération si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la déclaration de mise à la consommation ou de versement sur le marché intérieur des produits pétroliers en cause est déterminée avec exactitude ;
- l'identification du destinataire (distributeur ou utilisateur) permet de vérifier qu'il était autorisé à recevoir les produits en exonération, ou que son activité nécessite la distribution ou l'utilisation de produits non soumis à formalités déclaratives liées au présent régime (articles 6 et 10 bis).

B. La procédure de remboursement

1. Présentation de la demande

La restitution éventuelle de la TIPP est subordonnée à la présentation par le fournisseur qui a déclaré ces produits d'une demande en ce sens auprès du receveur du bureau des douanes auprès duquel ont été accomplies les formalités fiscales.

[86] Cette demande doit contenir notamment :

- l'exposé des circonstances de l'affaire ;
- les éléments permettant de rattacher les produits en cause à leur déclaration de mise à la consommation ou du versement sur le marché intérieur ;
- l'indication de l'établissement destinataire.

[87] A cette demande doivent être joints :

- une copie ou photocopie de la facture de vente des produits à l'établissement destinataire ;
- une attestation de prise en charge de ces produits dans cet établissement ;
- au cas où la TIPP aurait été répercutée par le fournisseur sur le distributeur ou l'utilisateur, l'engagement du déclarant de restituer, à celui auquel elle a été facturée, la somme qui lui serait éventuellement remboursée, ainsi qu'une attestation de la personne concernée précisant qu'elle est informée de la demande de remboursement ;
- le cas échéant, une photocopie de la décision administrative de la direction régionale compétente autorisant la réception dans cet établissement des produits pétroliers de l'espèce au bénéfice du régime d'exonération.

2. Instruction de la demande de remboursement

[88] Les directeurs régionaux territorialement compétents sont habilités à décider des suites à réserver à ces demandes transmises par le service après enquête.

Une copie de la décision prise, qu'elle qu'en soit la teneur, est adressée au bureau de douane de rattachement de l'établissement destinataire (utilisateur ou distributeur).

En cas de décision favorable, un certificat d'exonération modèle 272 est délivré par le receveur du bureau de dédouanement des produits, ou bien le remboursement est opéré selon la procédure comptable de droit commun.

VIII – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

[89] Toutes les autorisations délivrées depuis plus de cinq ans, au profit des distributeurs ou des utilisateurs, devront être renouvelées dans un délai de deux ans à compter du 1er janvier 2005.

A cette fin, et à titre exceptionnel, il appartient aux directions régionales d'informer les opérateurs concernés de la caducité des autorisations qui leur ont été délivrées depuis plus de cinq ans, et de les inviter à renouveler lesdites autorisations. Les syndicats professionnels seront, le cas échéant, utilement sollicités pour sensibiliser leurs adhérents.

Un calendrier destiné à traiter dans le délai imparti le renouvellement des autorisations pourra être proposé par chaque direction régionale. Ainsi, les autorisations délivrées de 1993 à 1995 pourraient être traitées en priorité durant l'année 2005, les autres autorisations délivrées de 1996 à 2001 pouvant l'être durant l'année 2006.

[90] Pour faciliter le traitement du renouvellement des autorisations, une simple lettre de l'opérateur sollicitant le renouvellement sera acceptée si aucune modification n'est intervenue dans son activité depuis l'octroi de l'autorisation initiale.

Si tel n'est pas le cas, les renseignements et pièces justificatives seront fournis au titre des seules modifications intervenues.

Enfin, il va de soi que les autorisations caduques devenues inutiles en application des dispositions du nouvel article 10 bis de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié ne seront pas renouvelées.

[91] A compter du 1er janvier 2007, aucune autorisation devenue caduque ne pourra être présentée par les fournisseurs à l'appui des mises à la consommation des produits au bénéfice du présent régime d'exonération.

ANNEXES

Annexe I : arrêté du 8 juin 1993 modifié pris pour l'application de l'exonération de la taxe intérieure de consommation prévue par l'article 265 bis 1 a) du code des douanes pour les produits pétroliers destinés à être utilisés autrement que comme carburant ou combustible et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer, pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits (version consolidée)

Annexe II : Modèle d'autorisation de réception, de stockage, de manipulation et de distribution des produits en exonération de TIPP

Annexe III : Modèle d'autorisation d'utilisation des produits en exonération de TIPP

Annexe IV : Modèle de déclaration trimestrielle d'activité (distributeur)

Annexe V : Tableau de synthèse

ANNEXE I

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction générale des douanes
et droits indirects

ARRÊTÉ

du 8 juin 1993 pris pour l'application de l'exonération de la taxe intérieure de consommation prévue par l'article 265 bis 1 a du code des douanes pour les produits pétroliers destinés à être utilisés autrement que comme carburant ou combustible de chauffage et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits

Le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code des douanes et notamment les articles 265 B et 265 bis ;

ARRETE :

Article 1^{er}. - Au sens des articles suivants du présent arrêté, on entend par :

- a)"produits" : les produits pétroliers du tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes passibles de la taxe intérieure de consommation et destinés à être utilisés autrement que comme carburant ou combustible ;
- b)"fournisseurs" : les opérateurs introduisant sur le territoire national les produits, les importateurs de produits ainsi que les fabricants ou les détenteurs de produits sous régime fiscal suspensif ;
- c)"distributeurs" : les personnes physiques ou morales autorisées par l'administration des douanes, à recevoir, à manipuler et à stocker dans leurs établissements, et à vendre, même sans stockage préalable, les produits à d'autres distributeurs ou à des utilisateurs ;
- d)"utilisateurs" : les personnes physiques ou morales autorisées par l'administration des douanes, à recevoir des fournisseurs et des distributeurs les produits en vue de les utiliser à des usages autre que carburant ou combustible.

CHAPITRE 1^{ER} PRINCIPES

Article 2.- Les produits sont exonérés de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers dans les conditions fixées au présent arrêté.

Ce régime fiscal privilégié repose sur l'identification préalable des distributeurs et des utilisateurs, sauf dérogations prévues aux articles 6 et 10 bis ci-après. A défaut d'avoir été préalablement autorisés par l'administration, les distributeurs et les utilisateurs ne peuvent acquérir, détenir, vendre et utiliser les produits en exonération de TIPP.

Article 3 : abrogé (arrêté du 9 juillet 2004).

CHAPITRE II OBLIGATIONS DES FOURNISSEURS

Article 4.- Tout fournisseur qui déclare les produits pour la consommation, leur versement direct sur le marché national en suite de circulation intracommunautaire en droits acquittés en vue de leur livraison à des distributeurs ou des utilisateurs en exonération de la taxe intérieure de consommation doit :

- a) déposer au bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales, avant toute opération de l'espèce, une copie ou photocopie de la décision d'autorisation concernant le distributeur ou l'utilisateur auquel ils sont destinés ;
- b) indiquer, sur chaque déclaration en douane de ces produits, la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisé à les recevoir, ainsi que le lieu et l'adresse de réception et de stockage ou d'utilisation des produits, complétés par la référence à la décision d'autorisation correspondante et par l'indication du service des douanes de rattachement figurant sur cette décision ;
- c) s'engager à livrer ces produits aux distributeurs ou aux utilisateurs désignés dans les déclarations ;
- d) tenir à la disposition du bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales un relevé mensuel des livraisons de produits, par distributeur ou par utilisateur ;
- e) faire figurer, pour chaque livraison de produits aux distributeurs ou aux utilisateurs, sur les factures ou documents en tenant lieu, ainsi que sur les contrats de vente éventuels, la mention suivante : "Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible." ;

f) lorsque les produits sont conditionnés, apposer sur les contenants, en caractères apparents et de couleur distinctive, la mention suivante : "Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible."

Article 5.- Abrogé (arrêté du 9 juillet 2004).

Article 6.- Un fournisseur peut être autorisé, par décision du directeur des douanes dans le ressort duquel se situe son siège social, à mettre à la consommation, à verser sur le marché intérieur en exonération de la taxe intérieure de consommation, certains produits qui, notamment par leurs usages spécifiques, leur conditionnement et leurs caractéristiques techniques, ne sont pas susceptibles de pouvoir être utilisés comme carburant ou combustible. Dans ce cas, il est dispensé des obligations fixées aux alinéas a), b), c) et f) de l'article 4 du présent arrêté.

En outre, les dispositions des chapitres III et IV, et de l'article 11 du présent arrêté ne sont pas applicables à la réception, la distribution et l'utilisation des produits visés au présent article.

Les fournisseurs, bénéficiant de l'autorisation délivrée dans le cadre du présent article, sont tenus d'informer l'administration de toute modification des éléments constitutifs de cette autorisation.

CHAPITRE III OBLIGATIONS DES DISTRIBUTEURS

Article 7.- Tout distributeur doit être autorisé par le directeur des douanes dans le ressort duquel se situe son ou ses établissements de stockage, ou son lieu d'activités en l'absence d'établissement de stockage. Cette autorisation, valable cinq ans, renouvelable à l'initiative du distributeur, désigne, pour chacun des établissements ou lieux d'activité, un bureau de douane de rattachement.

Les demandes d'autorisation doivent comporter les indications suivantes :

- la raison sociale du distributeur (extrait K bis), la désignation et l'adresse du lieu de réception, de stockage et de manipulation des produits ;
- la position tarifaire des produits par référence au tableau B de l'article 265 du code des douanes, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- les quantités annuelles de produits qu'il est prévu de recevoir, de stocker et de manipuler ;
- la description des moyens de stockage des produits ;
- le cas échéant, la nature des manipulations envisagées ;
- les modes de distribution, les moyens de transport utilisés ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés.

Tout distributeur doit donner aux produits les destinations autorisées dans le cadre du présent régime. A défaut, il doit rétrocéder les produits à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif.

Tout distributeur qui modifie ou qui cesse son activité est tenu d'en informer l'administration.

En cas de fermeture d'un établissement ou de cessation d'activité, le distributeur doit donner aux produits pétroliers en stock, dans le délai prescrit par le service des douanes, l'une des destinations énoncées à l'alinéa 3 du présent article.

Article 8.- Tout distributeur doit :

a) Tenir, par établissement de stockage ou lieu d'activité, une comptabilité des produits qui fasse apparaître jour après jour :

- les quantités reçues ;
- les quantités livrées à d'autres distributeurs ou aux utilisateurs finals ;
- le cas échéant, les quantités rétrocédées à un entrepositaire agréé ;
- les quantités en stocks.

Cette comptabilité doit comprendre les documents justifiant toutes les quantités reçues, livrées ou rétrocédées, et donner lieu à un arrêté à la fin de chaque trimestre ;

b) adresser, avant le 10 du mois suivant la fin d'un trimestre, au bureau des douanes de rattachement de chaque lieu d'activité ou de chaque établissement de stockage une déclaration d'activité relative aux opérations du trimestre précédent, indiquant, par produit, les quantités reçues, livrées ou rétrocédées ainsi que la situation du stock ;

c) établir, pour chaque vente ou livraison de produits, une facture ou document en tenant lieu précisant la nature et la quantité du produit livré, la date de vente ou de livraison ainsi que la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisés à recevoir le produit, complétées par la référence à la décision d'autorisation correspondante ;

d) faire figurer sur ces factures et documents ainsi que sur les contrats de vente éventuels, la mention suivante : "Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible" ;

e) apposer sur les contenants des produits, en caractères apparents et de couleur distinctive, la mention suivante : "Attention - Produits pétroliers détaxés aux usages réglementés (arrêté ministériel du 8 juin 1993 modifié). Interdits comme carburant ou combustible."

CHAPITRE IV OBLIGATIONS DES UTILISATEURS

Article 9.- a) Les utilisateurs doivent être autorisés à recevoir et à utiliser les produits par décision du directeur régional des douanes territorialement compétent du lieu de réception et d'utilisation.

Cette autorisation, valable cinq ans, renouvelable à l'initiative de l'utilisateur, désigne, pour chacun des lieux d'utilisation des produits, un bureau de douane de rattachement.

b) Les demandes d'autorisation doivent comporter les indications suivantes :

- la raison sociale (extrait K bis pour une personne morale) et l'adresse de l'utilisateur ;
- la position tarifaire des produits par référence au tableau B de l'article 265 du code des douanes, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- la nature de l'utilisation envisagée ;
- la description du processus de fabrication, y compris le taux de perte, lorsque les produits sont utilisés comme matières premières ;
- les quantités annuelles de produits qu'il est prévu d'utiliser ;
- l'indication de l'endroit où la réception et l'utilisation des produits doivent avoir lieu ;
- la description des moyens de stockage des produits ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés ;
- le cas échéant, la nature des produits, des résidus ou des déchets obtenus ainsi que leur destination.

Les demandes d'autorisation peuvent être complétées par les éléments que le directeur régional des douanes estime nécessaires pour leur instruction.

Article 10.- Tout utilisateur est tenu :

- a) d'utiliser les produits ou leur donner une destination autorisée dans le cadre du présent régime, ou à défaut, les rétrocéder à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif ;
- b) de justifier l'emploi des quantités reçues et notamment tenir les éléments de comptabilité matières qui fassent apparaître, de façon hebdomadaire, les quantités utilisées ;
- c) de conserver durant trois ans les documents, notamment les factures, relatifs aux quantités des produits reçus ou éventuellement vendus ou rétrocédés ;
- d) de tenir informée l'administration de l'ouverture ou de la fermeture d'un établissement de réception et d'utilisation des produits.

En cas de fermeture de l'établissement ou de cessation de l'activité relevant du présent régime, l'utilisateur doit donner aux produits en stock, dans le délai prescrit par le service des douanes, l'une des destinations énoncées au a) du présent article.

- e) de se soumettre à toute autre obligation justifiée par les nécessités du contrôle de la destination des produits qui lui serait imposée par la décision l'autorisant à recevoir et à utiliser ces produits.

CHAPITRE V

CAS PARTICULIERS

Article 10 bis.- Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 2 du présent arrêté, et pour les produits suivants :

- le white spirit de la position 2710 11 21 acquis, stocké, distribué et utilisé dans des contenants d'une capacité maximale de deux cent cinquante litres,
- le pétrole lampant de la position 2710 19 25 présenté dans des contenants d'une capacité maximale de cinq litres,
- les autres produits repris au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes présentés dans des contenants d'une capacité maximale de deux litres, à l'exception des supercarburants des positions 2710 11 41, 2710 11 45 et 2710 11 49, du gazole et du fioul domestique des positions 2710 19 41 et 2710 19 45,

les fournisseurs qui mettent à la consommation ou qui versent directement sur le marché national en suite de circulation intracommunautaire en droits acquittés, les produits visés au présent article sont dispensés des obligations prévues aux alinéas a), b) et c) de l'article 4 ci-dessus.

Les distributeurs des produits visés au présent article sont dispensés de l'autorisation administrative prévue à l'alinéa 1 de l'article 7 du présent arrêté. Ils doivent tenir une comptabilité matières de ces produits, et sont soumis aux obligations prévues à l'alinéa 3 de l'article 7, et au e) de l'article 8 ci-dessus.

Les utilisateurs des produits visés au présent article sont dispensés de l'autorisation administrative prévue au a) de l'article 9 du présent arrêté. Ils sont soumis aux obligations prévues au a) de l'article 10 ci-dessus.

Les utilisateurs de white spirit présenté dans des contenants d'une capacité de vingt litres et plus sont soumis en outre aux obligations prévues au c) de l'article 10 précité.

CHAPITRE VI

AUTRES DISPOSITIONS

Article 11.- Les réservoirs utilisés pour le stockage des produits doivent être jaugés et munis de leur barème de jauge lorsque leur capacité est supérieure à mille cinq cent litres.

Article 12.- Si les produits résiduaux, issus de l'utilisation des produits, sont des huiles minérales aux normes douanières et fiscales figurant au tableau B de l'article 265 du code des douanes, ceux-ci doivent être, soit soumis à taxation selon leur usage, soit rétrocédés à un entrepositaire agréé, soit exportés.

Article 13.- Indépendamment des obligations qui leur sont imposées par le code des douanes, et notamment par son article 65 en matière de communication de documents, toutes les personnes physiques ou morales intéressées à des opérations relatives aux produits sont tenues, à première réquisition de laisser les fonctionnaires des douanes visiter leurs installations, recenser leurs stocks de produits et prélever les échantillons nécessaires à des analyses et, d'une manière générale, de faciliter l'accomplissement de leurs contrôles en mettant à leur disposition, gratuitement, le personnel et le matériel nécessaires.

Article 14.- Toute violation des dispositions contenues dans le présent arrêté, tout détournement de produits pétroliers de leur destination privilégiée prévue par l'article 265 bis 1 a) du code des douanes ou toute manœuvre ayant pour but ou résultat de faire bénéficier indûment son auteur ou un tiers du régime fiscal institué par ce même article peut entraîner la privation du régime fiscal privilégié pour les responsables de ces infractions, sans préjudice des pénalités prévues par le code des douanes.

Article 15.- L'arrêté du directeur général des douanes et droits indirects du 20 mai 1974 fixant les mesures auxquelles doivent se conformer les importateurs et utilisateurs de produits pétroliers admis, comme matières premières de l'industrie chimique, au bénéfice du régime fiscal privilégié institué par l'article 265 bis du code des douanes est abrogé.

Article 15 bis.- L'arrêté du 26 mai 1994, modifiant l'arrêté du 8 juin 1993 susvisé, est abrogé à compter de la parution du présent arrêté.

Article 16.- Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la république française.

Fait à Paris, le 8 juin 1993

ANNEXE II

DIRECTION GENERALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

Direction régionale des douanes de :

Décision¹ n° du valable jusqu'au

AUTORISATION

(modèle distributeur)

de réception, de stockage, de reconditionnement et de distribution de produits pétroliers en exonération de la taxe intérieure de consommation conformément aux dispositions de l'article 265 bis 1 a) du code des douanes.

I - BENEFICIAIRE (distributeur) :

- 1) Raison sociale :
- 2) Désignation et adresse du lieu de réception, de stockage ou de manipulation des produits ou du lieu de l'activité du distributeur :
- 3) Référence de la demande :
- 4) Position tarifaire des produits (dénomination commerciale facultative) :
- 5) Quantités annuelles de produits reçus (estimation) :
- 6) Description des moyens de stockage des produits (vrac, conditionné, capacité et nombre de réservoirs, bacs, etc.) :
- 7) Nature des manipulations envisagées le cas échéant :
- 8) Modes de distribution, moyens de transport utilisés :

II – BUREAU DE DOUANE DE RATTACHEMENT (Désignation et adresse)

III – UTILISATION CONFORME DES PRODUITS

Les distributeurs de produits pétroliers exonérés dans le cadre de l'article 265 bis 1 a) du code des douanes sont tenus de se conformer aux obligations posées par l'arrêté du 8 juin 1993 modifié explicitées par la décision administrative n° du 2004 (BOD n° du).

IV – LA PRESENTE DECISION

Annule et remplace la décision n° délivrée le (2)

V -DIFFUSION DE LA PRESENTE DECISION

L'original de la présente décision est adressée au bénéficiaire.

Une copie est adressée au bureau de rattachement.

Une copie est conservée par la direction régionale des douanes.

A , le
Le directeur régional des douanes,

¹ Indiquer un numéro à 7 chiffres dont les trois premiers correspondent au numéro d'identification de la direction régionale des douanes.

² A servir le cas échéant

ANNEXE III

DIRECTION GENERALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

Direction régionale des douanes de :

Décision¹ n° du valable jusqu'au

AUTORISATION

(modèle utilisateur)

d'utilisation de produits pétroliers en exonération de la taxe intérieure de consommation conformément aux dispositions de l'article 265 bis 1 a) du code des douanes.

I - BENEFICIAIRE (utilisateur) :

- 1) Raison sociale et adresse du bénéficiaire:
- 2) Désignation et adresse du lieu d'utilisation des produits :
- 3) Référence de la demande :
- 4) Position tarifaire des produits (dénomination commerciale facultative) :
- 5) Nature de l'utilisation :
 - matière première : - dans des fabrications en acquitté de produits pétroliers non soumis à la taxe intérieure de consommation (bitumes fluxés, préparations lubrifiantes, etc.) :
 - autre usage matière première :
 - autres usages (description du processus) :
- 6) Quantités annuelles de produits utilisés :
- 7) Description des moyens de stockage des produits (vrac, conditionné, capacité et nombre de réservoirs, bacs, etc.) :
- 8) Nature des produits, résidus et autres déchets d'hydrocarbures obtenus et leur destination :

II – BUREAU DE DOUANE DE RATTACHEMENT (Désignation et adresse)

III – UTILISATION CONFORME DES PRODUITS

Les distributeurs de produits pétroliers exonérés dans le cadre de l'article 265 bis 1 a) du code des douanes sont tenus de se conformer aux obligations posées par l'arrêté du 8 juin 1993 modifié explicitées par la décision administrative n° du 2004 (BOD n° du).

IV – LA PRESENTE DECISION

Annule et remplace la décision n° délivrée le (2)

V -DIFFUSION DE LA PRESENTE DECISION

L'original de la présente décision est adressée au bénéficiaire.

Une copie est adressée au bureau de rattachement.

Une copie est conservée par la direction régionale des douanes.

A , le

Le directeur régional des douanes,

¹ Indiquer un numéro à 7 chiffres dont les trois premiers correspondent au numéro d'identification de la direction régionale des douanes.

² A servir le cas échéant

DECLARATION TRIMESTRIELLE D'ACTIVITE DES DISTRIBUTEURS (1)

Régime fiscal d'exonération de la taxe intérieure de consommation pour un usage autre que carburant ou combustible (art. 265 bis 1 a) du code des douanes et arrêté du 8 juin 1993 modifié)

Bureau de douane de rattachement : _____ Année _____ trimestre

I – Renseignements généraux

Raison sociale du distributeur :

Désignation de l'établissement ou du lieu d'activité du distributeur :

Références de l'autorisation de recevoir, stocker, manipuler et distribuer les produits en exonération de TIPP :

II – Déclaration d'activité

Position tarifaire du produit pétrolier, par référence au tarif des douanes :

Quantités en stock au 1er jour du trimestre :

Quantités reçues au cours du trimestre :

Quantités livrées à des utilisateurs ou à d'autres distributeurs :

Quantités éventuellement rétrocédées au cours du trimestre (2) :

Pertes autorisées (le cas échéant) :

Déchets évacués (le cas échéant) :

Quantités restant en stock le dernier jour du trimestre :

(1) Cette déclaration doit être adressée au bureau de douanes de rattachement avant le 10 du mois suivant la fin du trimestre. Une déclaration d'activité doit être établie par espèce tarifaire de produit pétrolier reçu en exonération de TIPP :

(2) Indiquer la quantité, la date et le nom de l'entrepôt agréé reprenant le produit ainsi que le lieu de destination dudit produit.

Certifié exact :

A _____, le

Le responsable de l'établissement ou du lieu d'activité,

(Nom, qualité et signature)

**REGIME D'EXONERATION DE TIPP POUR UN USAGE
AUTRE QUE CARBURANT OU COMBUSTIBLE**

Tableau de synthèse

Opérateurs	Produits du tableau B taxables vrac et conditionné (régime de droit commun)	Produits du tableau B taxables (article 6)	White spirit, pétrole lampant et autres produits¹ conditionnés selon certaines modalités (article 10 bis)
FOURNISSEUR	<p>Copie autorisation clients</p> <p>Coordonnées clients adresses lieu de réception et/ou d'utilisation sur la déclaration en douane</p> <p>Engagement livraison aux clients désignés</p> <p>Relevé mensuel</p> <p>Mentions sur factures et contenants</p>	<p>Autorisation préalable</p> <p>Relevé mensuel</p> <p>Mention sur factures</p>	<p>Relevé mensuel</p> <p>Mentions sur factures et contenants</p>
DISTRIBUTEUR	<p>Autorisation préalable</p> <p>Comptabilité matières</p> <p>Déclaration d'activité trimestrielle</p> <p>Coordonnées clients adresses lieu de réception et/ou d'utilisation nature produit sur les factures</p> <p>Mentions sur factures et contenants</p> <p>Rétrocession à un EA ²</p> <p>Tenir l'administration informée des modifications autorisation ou fermeture</p> <p>Jaugeage/barèmage cuves supérieures à 1 500 litres</p>	/	<p>Comptabilité matières</p> <p>Rétrocession à un EA</p> <p>Mentions sur contenants</p>
UTILISATEUR	<p>Autorisation préalable</p> <p>Documents conservés pendant 3 ans</p> <p>Comptabilité matières</p> <p>Autres obligations</p> <p>Rétrocession à un EA</p> <p>Tenir l'administration informée des modifications autorisation ou fermeture</p> <p>Jaugeage/barèmage cuves supérieures à 1 500 litres</p>	/	<p>Documents conservés pendant 3 ans pour le white spirit conditionné de 20 litres et plus</p> <p>Rétrocession à un EA</p>

¹ A l'exception des supercarburants, du gazole et du fioul domestique.

² On entend par « rétrocession à un EA » le fait de sortir les produits du régime d'exonération de TIPP pour un usage autre que carburant et combustible de chauffage, lorsque ces produits ne peuvent recevoir les destinations autorisées par le présent arrêté.